



Bonjour Staff, merci pour votre confiance. Voici votre e-revue juridique hebdomadaire 100% profilée selon les secteurs suivants :

- Audiovisuel & Cinéma
- Presse & Edition
- Propriété intellectuelle
- Publicité & Marketing
- Numérique & E-commerce
- Image & Photographie
- Données personnelles
- Spectacles vivants

Avec votre accès, vous bénéficiez des services Premium suivants : i) Licence de reproduction de 15 articles / mois sur tous vos supports ; ii) Questions / Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ? votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et mise en relation client gratuite.

Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Active / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted....

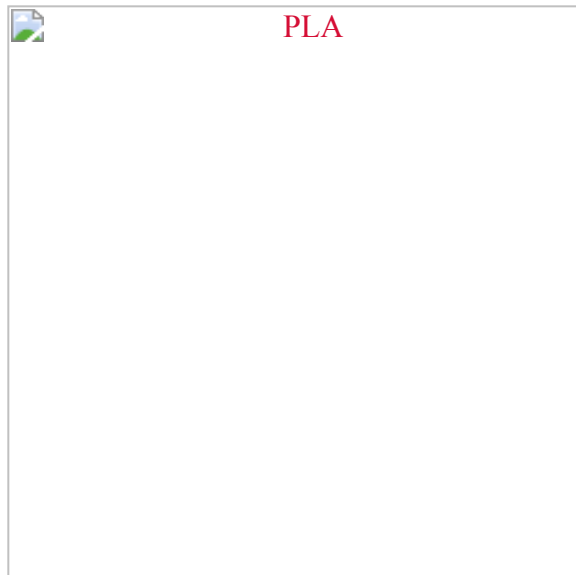
Bonne lecture. La Rédaction

## Audiovisuel | Cinéma

Faute grave de l'assistant de production

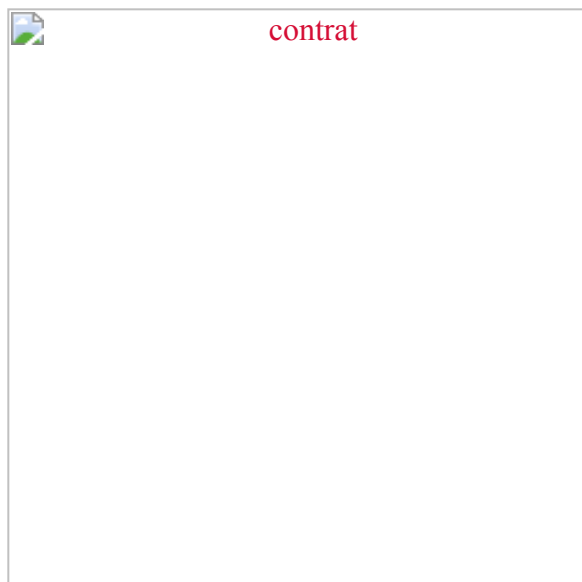
Une faute grave ponctuelle ne justifie pas nécessairement un licenciement. Un assistant de production en CDI a été licencié à tort pour avoir envoyé à une collègue par courriel professionnel, un lien vers un site à caractère pornographique (lafistinière.com)

Lire



---

## Prime de sujétion dans l'audiovisuel public



Les primes de sujétion dans l'audiovisuel public ne sont plus exigibles. La convention collective de l'audiovisuel public prévoyait l'octroi d'une prime de sujétions professionnelles sans condition de présence effective dans l'entreprise. Cette indemnité de sujétion

Lire

---

## Audiovisuel : prescription des rappels de salaires

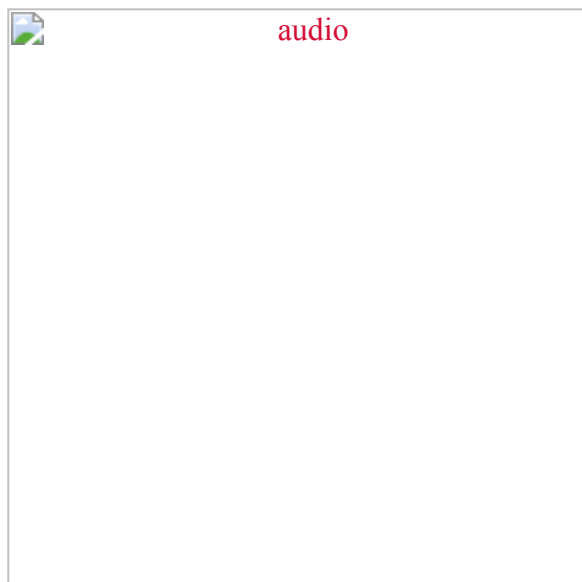
En application des dispositions de l'article L. 3245-1 du code du travail, issues de la loi du 14 juin 2013, l'action en paiement ou en répétition du salaire se prescrit par trois ans à compter du jour où celui qui l'exerce a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer. La demande peut porter sur les sommes

Lire



---

## Contrat de réciprocité avec la SACEM : le Tribunal de Paris compétent



Le Tribunal de Paris est compétent pour statuer sur la reddition des comptes entre la SACEM et ses délégataires étrangers et notamment la SCPACEM, depuis en liquidation judiciaire. Se fondant sur des audits, les juges ont retenu que la gestion des droits par la SPACEM était gravement déficiente (absence de suivi des répartitions, des avances sociétaires et du solde des comptes de perception

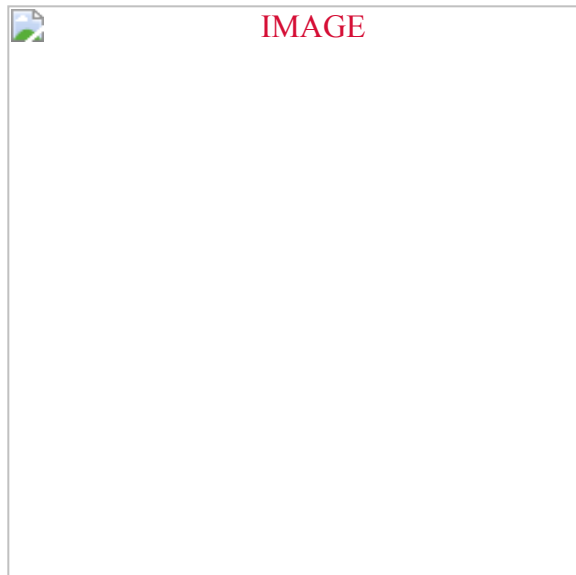
Lire

## Presse | Edition

Liberté d'informer v/ Vie privée

En matière de presse, il suffit qu'une personne soit identifiable par ses proches, voire par un groupe restreint d'initiés, pour qu'elle puisse agir en réparation d'un préjudice causé par une atteinte à sa vie privée.

Lire



---

## Requalification du contrat de pigiste : quelle rémunération moyenne ?



Petite consolation pour les employeurs dont les contrats de pigiste sont requalifiés en CDI : le montant des indemnités dues est calculé sur la moyenne des rémunérations, même si le nombre de piges était très faible en fin de collaboration.

Lire

---

## Dépendance économique du pigiste

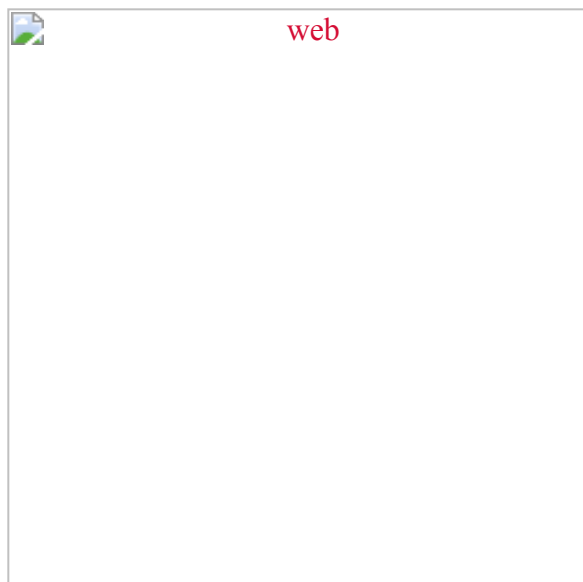
Un pigiste (traducteur-journaliste) sous la dépendance économique d'un titre de presse peut obtenir la requalification de sa collaboration en CDI dès lors qu'il ne disposait d'aucune latitude concernant le délai qui lui était imparti pour restituer sa traduction et qu'il n'avait aucune liberté sur la nature et la thématique des documents qui lui étaient soumis.

Lire



---

## Dénigrement ou diffamation : une frontière floue



Pour échapper à une condamnation pour dénigrement, il peut être judicieux de plaider la requalification en diffamation et donc la nullité de l'assignation délivrée.

Lire

## Propriété intellectuelle

### Contrat de galeriste : l'obligation de restitution

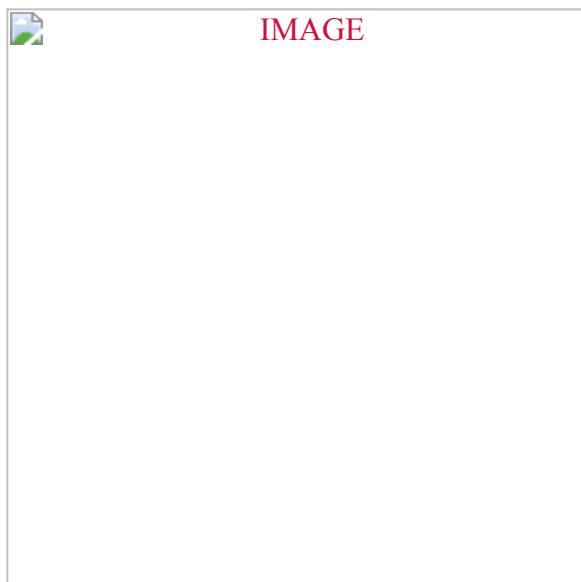
Le contrat de galeriste est bien un contrat de dépôt assorti d'un mandat de vente. Le galeriste, sous peine de condamnation, a l'obligation de restituer ses œuvres à l'artiste.

Lire



---

## Alliage d'œuvres d'art : violation de l'obligation de délivrance



Les composants de l'alliage de certaines œuvres sont des éléments déterminants du choix de l'acheteur, dès lors qu'il influe directement sur la solidité de la sculpture copie de l'oeuvre, et partant, sur sa solidité et sur la valeur qui peut en être attendue

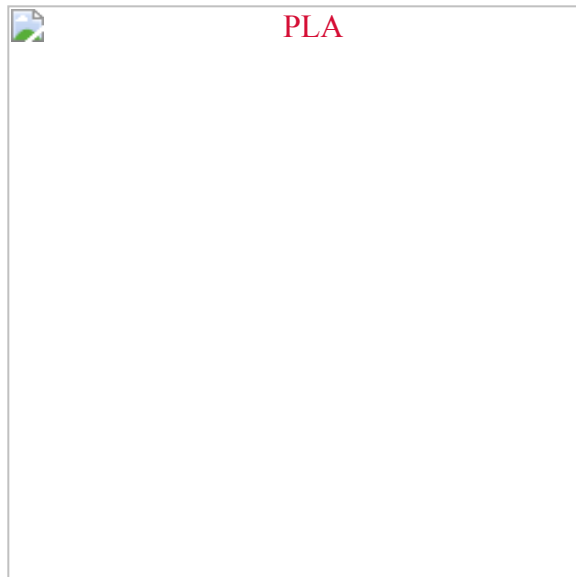
Lire

---

## Affaire John Malkovich

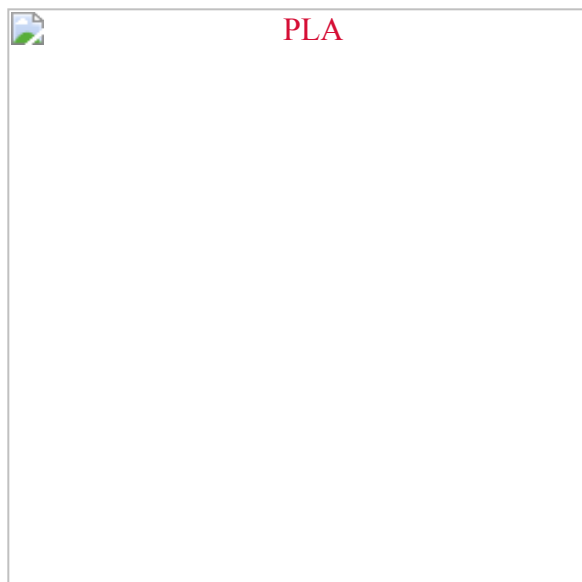
JOHN MALKOVICH a obtenu la nullité de la marque MALKOVICH déposée par un tiers en fraude des droits sur son patronyme. L'acteur a obtenu la somme de 50 000 € de dommages intérêts.

Lire



---

## Musique dans les véhicules : pas de redevances dues



La mise à disposition du public de véhicules équipés de postes de radio, ne constitue pas un « acte de communication » au public d'œuvres protégées. Les sociétés de location de véhicules n'ont donc pas de redevances à payer à ce titre.

Lire

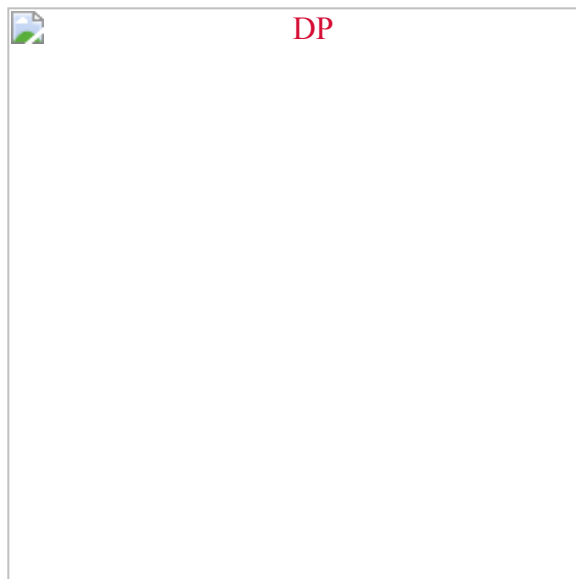
## Publicité | Marketing

### TLPE, enseignes et préenseignes

Thématique : Affichage publicitaire,  
Publicité | Marketing

Le taux de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) n'est pas le même selon la qualification légale donnée à votre enseigne publicitaire. Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs

Lire



---

## Baux publicitaires et modifications des RLP



Thématique : Affichage publicitaire,  
Publicité | Marketing

Avant la cession d'un fonds de commerce d'exploitation d'un réseau d'affichage publicitaire, attention à bien vérifier l'absence de modification en cours des règlements locaux de publicité. En effet, ces derniers en prévoyant une interdiction de panneaux publicitaires peuvent drastiquement réduire la valeur du fonds

Lire

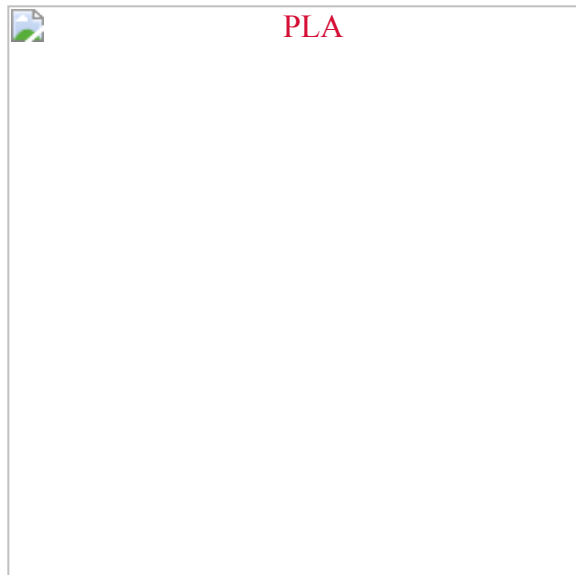
---

## Résiliation du contrat d'affichage publicitaire



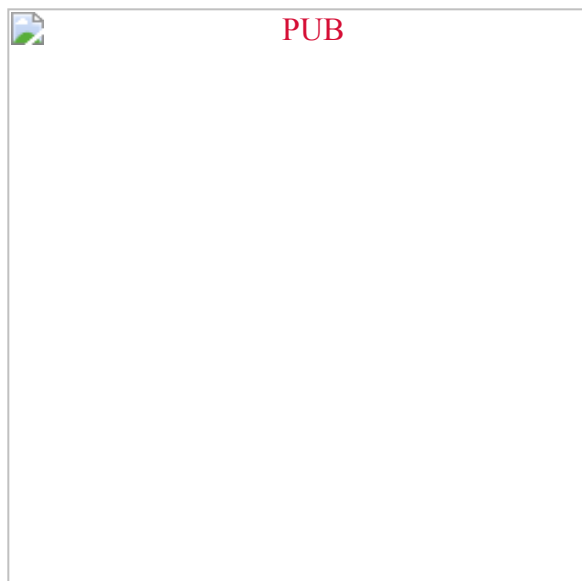
Thématique : Affichage publicitaire,  
Publicité | Marketing  
La résiliation abusive d'un contrat  
d'affichage publicitaire relève de la  
compétence des tribunaux de commerce.

Lire



---

## Publicité à risque pour la sécurité routière



Thématique : Affichage publicitaire,  
Publicité | Marketing  
Un affichage publicitaire peut être déposé  
s'il présente un risque pour la sécurité  
routière. Les affichages de publicité à  
images animées et de vidéo présentent un  
risque d'interdiction plus important. Dans  
tous les cas, le refus d'autoriser  
l'installation d'un panneau publicitaire doit  
être motivé par le préfet.

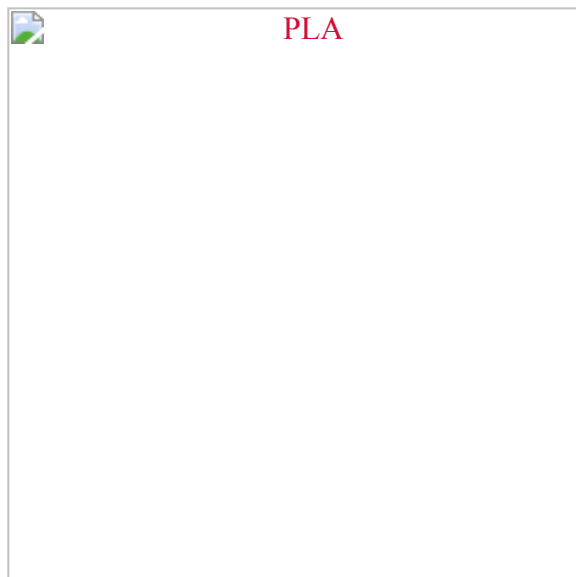
Lire

## Numérique | E-commerce

### Consultation de la messagerie professionnelle du salarié

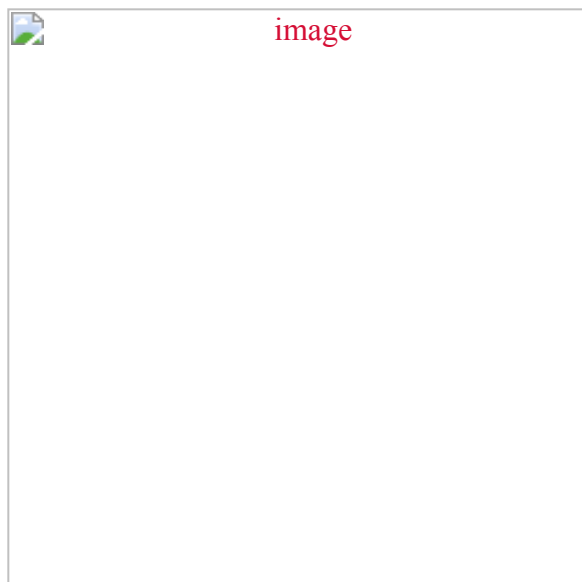
La solution est constante : le message envoyé par un salarié au temps et au lieu de son travail et qui est en rapport avec son activité professionnelle ne revêt pas un caractère privé et peut être retenu au soutien d'une procédure disciplinaire à son encontre.

Lire



---

## Cyberharcèlement : peine d'emprisonnement confirmée



Il semble que les Tribunaux prennent très au sérieux les actes de malveillance électronique. Dans une affaire rocambolesque, sur fond de dénigrement et harcèlement électronique entre une professeure de philosophie et une auteure, le Tribunal de Paris a rendu un jugement assorti d'une peine de prison d'un an avec mandat d'arrêt international.

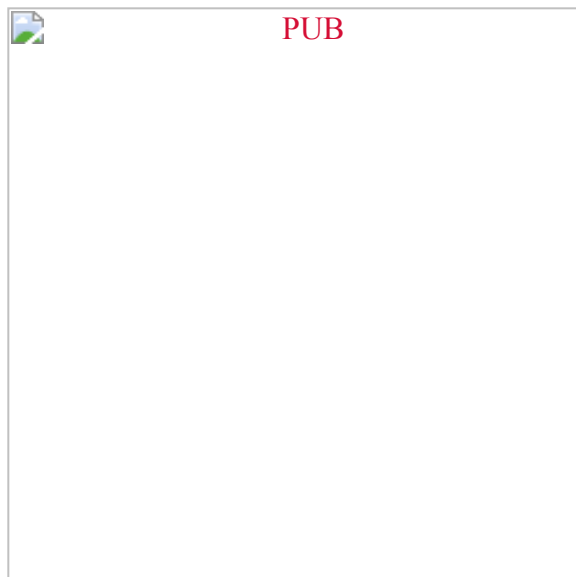
Lire

---

## Publier une ordonnance sur Facebook : risque maximal

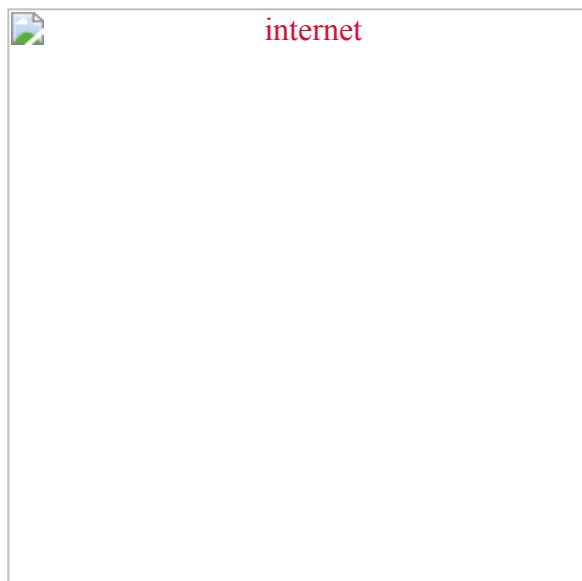
Une ordonnance est une donnée médicale, sa publication sur les réseaux sociaux par une profession soumise à une obligation de confidentialité / discrétion peut donner lieu à un licenciement.

Lire



---

## Dysfonctionnements internet à répétition : obligation de résultat de l'opérateur



Vous êtes victime de dysfonctionnements réguliers de votre ligne internet professionnelle ? Votre opérateur est responsable car soumis à une obligation de résultat. Attention toutefois : les CGV de l'opérateur peuvent stipuler une clause limitative d'indemnisation.

Lire

## Image | Photographie

## Licenciement abusif d'un chef de rédaction photo

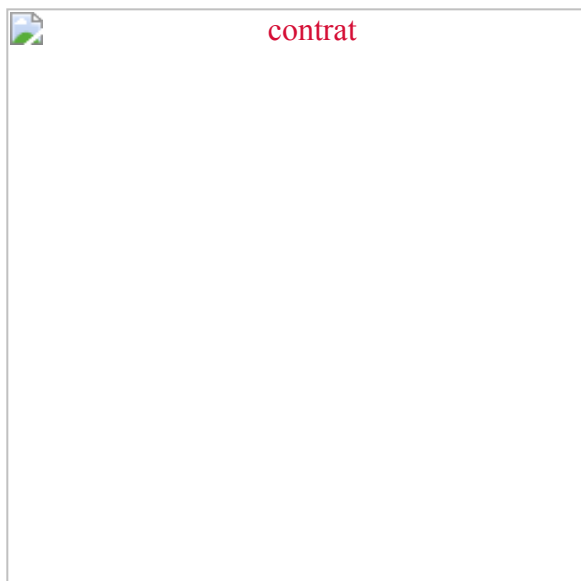
Attention à parfaitement motiver une lettre de licenciement pour faute. Les juges ne tiennent compte que des faits précis et datés. A défaut pour l'employeur de justifier le licenciement disciplinaire pour faute grave de son salarié par des faits précis

Lire



---

## Affaire Corbis



Nouveau rebondissement dans la liquidation de la société Corbis Sygma : la saisie-attribution d'un photographe sur une créance de plus d'un million d'euros a été validée en appel. Pour obtenir paiement de son préjudice, le photographe avait fait pratiquer

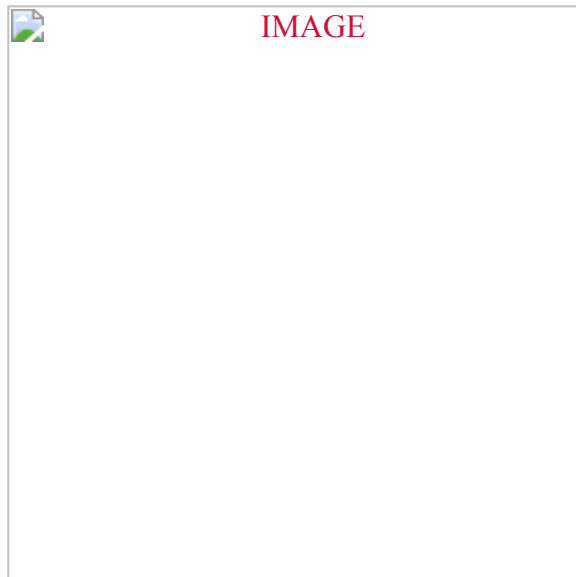
Lire

---

## Contrefaçon de photographies : la preuve par archive.org recevable

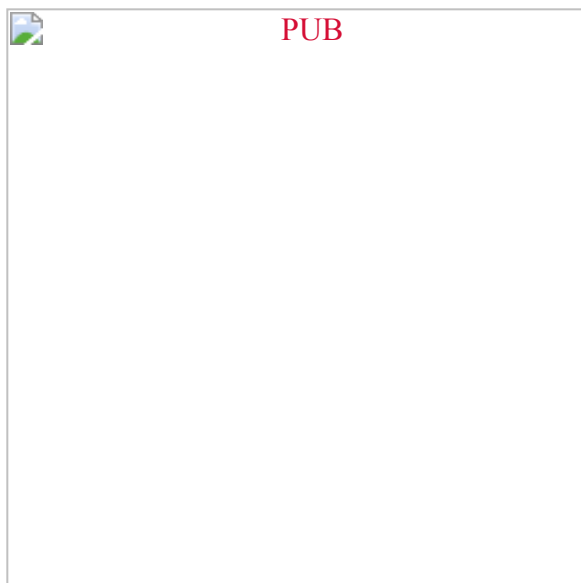
Il est possible de consulter des versions antérieures d'un site, y compris un site contrefaisant de photographies, à partir du site archive.org. Ce service, opéré par l'organisation de droit californien

Lire



---

## Photographies : originalité n'est pas savoir-faire



Dans la majorité des cas, les photographies de produits, même de grande qualité, ne présentent pas une originalité suffisante pour bénéficier d'une protection par les droits d'auteur.

Lire

## Données personnelles | RGDP

## Effacement des données personnelles de l'assuré social

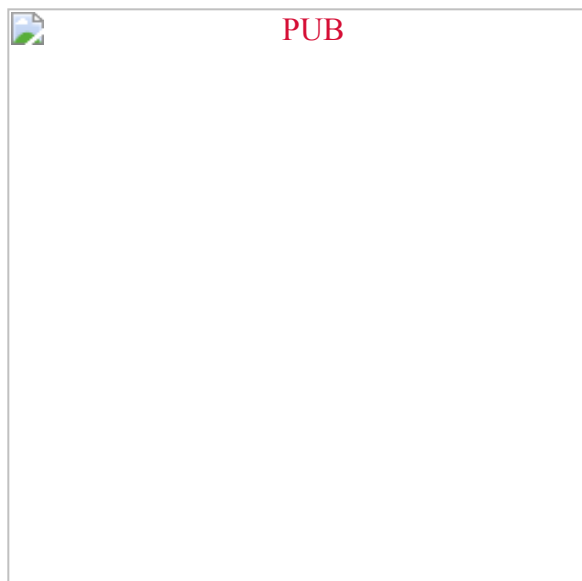
La CPAM est en droit de ne pas faire droit à une demande d'effacement des données personnelles de l'assuré social si ledit refus est justifié par l'existence d'un contentieux en cours.

Lire



---

## Badgeuse en entreprise : la déclaration CNIL impérative



Tout système de badgeuse en entreprise, ancien ou nouveau doit être soumis à déclaration CNIL. En l'absence de cette formalité, les juges pourront rejeter les relevés horaires

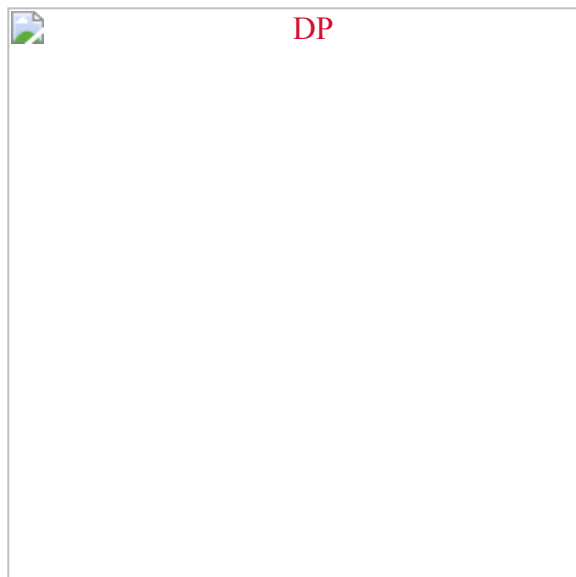
Lire

---

## Les listes d'électeurs communicables à tout un chacun

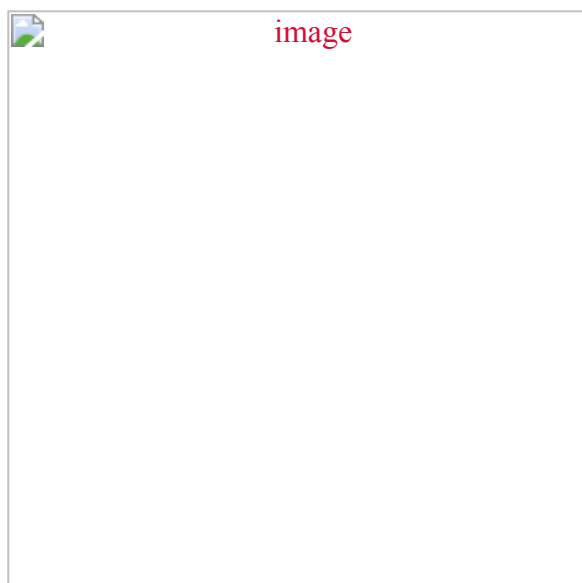
La Commission d'accès aux documents administratifs a formulé à un avis positif à la communication, à toute personne inscrite sur les listes électorales, par voie électronique, au format csv, de la liste des électeurs du département. Les préfets ne pourraient

Lire



---

## Données personnelles des étudiants en quarantaine



L'Arrêté du 17 avril 2020 a mis en place un traitement automatisé de données à caractère personnel sur la quarantaine des étudiants ultramarins en mobilité dans l'Hexagone dans la perspective de leur retour sur leur territoire. La finalité de ce traitement

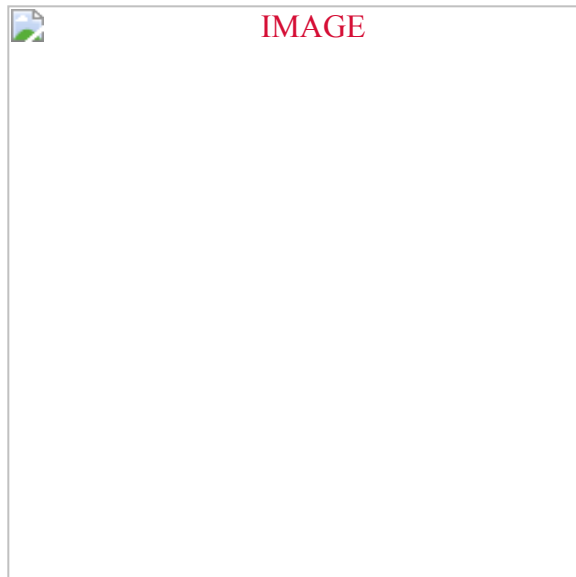
Lire

## Spectacles vivants

## Quelle TVA sur l'artisanat d'art ?

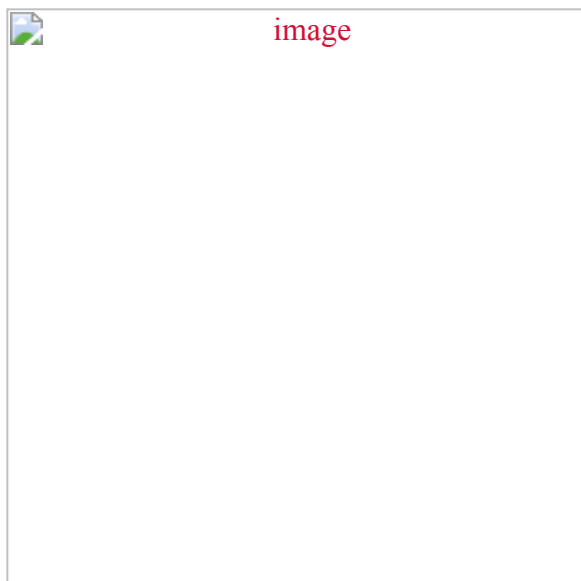
Sur le plan fiscal et en matière de TVA, l'article 278-0 bis-I-3° du code général des impôts (CGI) introduit un taux réduit en faveur des livraisons d'œuvres d'art lorsqu'elles sont effectuées par leur auteur. L'article 98 A de l'annexe III du même code fixe la liste des œuvres d'art à l'instar des tableaux, peintures, dessins, gravures

Lire



---

## Hausse des cotisations sociales des auteurs



Les cotisations sociales supportées par les auteurs ont progressé de plus de 20 % entre 2004 et 2018. Depuis le 1er janvier 2019, les auteurs qui ne cotisaient pas jusqu'à présent à la retraite doivent désormais cotiser sur leurs revenus d'auteurs dès le premier

Lire

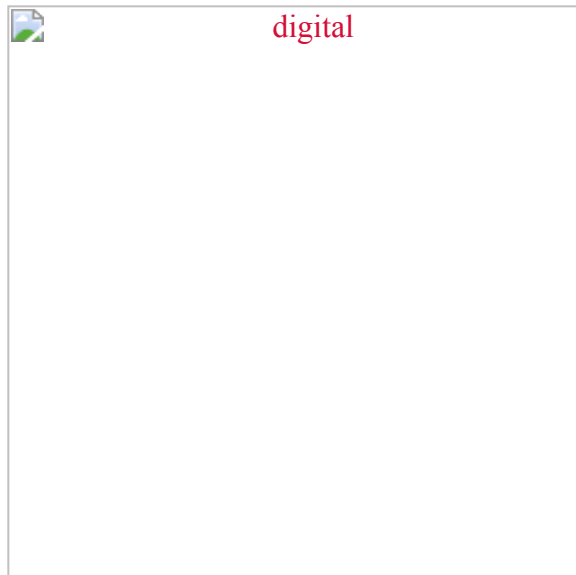
---

## La taxe d'aménagement des ateliers d'artistes



Alors que les ateliers d'artisans peuvent être exonérés de 50 % sur leur taxe d'aménagement, les artistes n'ont droit à aucune détaxe et le Gouvernement n'a annoncé aucun changement en faveur des artistes.

Lire



---

## Détention d'animaux sauvages par les cirques



L'activité des cirques détenant des animaux sauvages en France est strictement encadrée et réglementée par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2011 fixant les conditions de détention et d'utilisation des animaux vivants d'espèces non domestiques dans les établissements de spectacles itinérants

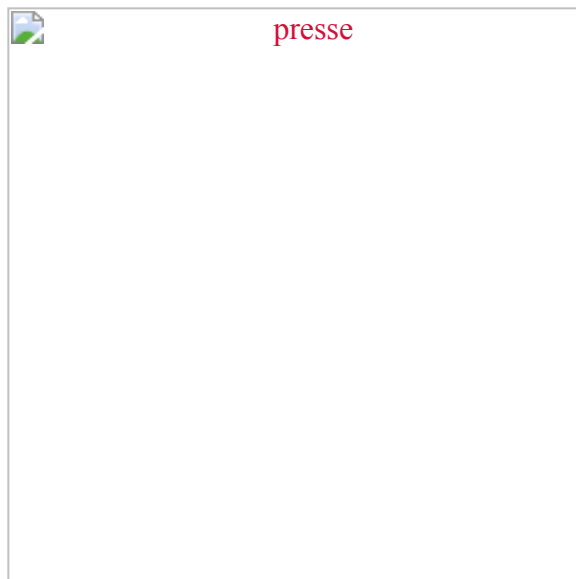
Lire

---

## Le festival " Les Eurockéennes " soumis à l'IS

L'administration fiscale a soumis aux impôts commerciaux le festival Les Eurockéennes créé par des collectivités publiques. En dépit du caractère désintéressé de sa gestion, l'organisateur ne pouvait être regardé comme un organisme agissant sans but lucratif au sens du 1 de l'article 206 du code général des impôts.

Lire



## Contrats à Télécharger

### Lettre de demande d'agrément à titre définitif | Crédit d'impôt audiovisuel

Modèle de demande d'agrément à titre définitif aux fins de bénéficier du Crédit d'impôt audiovisuel (art. 220 sexies du CGI). Cette lettre est à adresser au CNC. Elle doit être accompagnée des éléments justificatifs suivants : 1° Un document comptable certifié par un commissaire aux comptes indiquant le coût définitif de l'œuvre audiovisuelle, les moyens de son financement et faisant ...

Lire

---

### Demande d'inscription sur la liste des œuvres de référence des œuvres audiovisuelles aidées

Demande d'inscription sur la liste des œuvres de référence des œuvres audiovisuelles aidée à adresser au CNC. Dans le cadre de la procédure de calcul des comptes automatiques pour 2019 et conformément au Règlement général des Aides Livre III, il appartient aux sociétés de production de demander l'inscription sur la liste des œuvres de référence des œuvres audiovisuelles aidées et qualifiées ...

[Lire](#)

---

## Etat des dépenses d'une production franco-étrangère

Modèle d'état des dépenses d'une production franco-étrangère au format Excel (tableurs)

[Lire](#)

---

## Plan de financement d'une Coproduction audiovisuelle

Modèle de Plan de financement d'une Coproduction audiovisuelle au format Excel (tableurs)

[Lire](#)

---

## Convention d'aide à la numérisation des salles de cinéma

Convention d'aide à la numérisation des salles de cinéma conclue avec le CNC. Au vu du montant prévisionnel éligible hors taxe des travaux et investissements, fourni à l'appui de la demande d'aide, il peut être accordé au bénéficiaire, d'une part, une subvention dont la dépense correspondante est imputée sur les crédits « Aide à la numérisation des salles » ouverts ...

[Lire](#)

---

## Budget de production audiovisuelle

Modèle de chiffrage / budget de production d'une oeuvre audiovisuelle au format Excel (tableurs).

[Lire](#)

[Unsubscribe](#) | [Manage subscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

## Questions / Réponses juridiques de la semaine